

Les patrons et le gouvernement à l'attaque contre nos droits

PSA et Manpower viennent d'annoncer la signature d'un accord concernant 300 salariés. Manpower devrait embaucher, d'ici 2017, 300 salariés en CDI qui travailleront dans les usines PSA ou les sous-traitants et fournisseurs PSA.

C'est la mise en place du contrat de travail « intérimaires à vie ». Cela va dans le sens de la politique voulue par le patronat de casser le CDI, qui reste pourtant la norme légalement.

Cette volonté, traduite dans un accord de juillet 2013 non signé par la CGT, a été légalisée par le gouvernement dans la loi Rebsamen votée en août.

Pour PSA, le contrat « intérimaire à vie », ce n'est que des avantages :

- Bénéficier d'une main d'œuvre exclusive et sous payée à durée illimitée
- Ne pas avoir à embaucher en CDI PSA malgré le sous-effectif permanent
- Ne plus avoir à respecter les quelques règles du travail en intérim (18 mois maximum, 1/3 temps,...)

Les patrons voudraient des intérimaires à vie qui feront le même travail que les salariés en CDI PSA, mais avec l'impossibilité d'avoir les mêmes droits.

Depuis des décennies, PSA utilise illégalement des milliers de salariés intérimaires qu'elle aurait dû embaucher en CDI. Ces collègues tiennent les mêmes postes que nous dans les ateliers, et avec le démarrage prévu de l'équipe SD on voit revenir certains d'entre eux... aux mêmes postes qu'ils occupaient avant d'être virés !

Ce « CDI intérimaire » ne va que renforcer la précarité que subissent ces salariés. La CGT dénonce cet accord et revendique l'embauche de ces salariés en CDI PSA pour remplacer les départs en pré-retraite. Elle exige aussi l'embauche en CDI de tous les intérimaires du groupe.



Smart : chantage patronal

La semaine dernière, les travailleurs de l'usine Smart (groupe Daimler) à Hambach en Lorraine ont dû se prononcer par référendum sur le retour aux 39h, payées 37. Cela a fait l'objet d'une campagne ignoble dans les médias sur le thème « les travailleurs ne sont pas assez compétitifs, il faudrait faire de nouveaux sacrifices pour sauvegarder les emplois ». Mais en termes de sacrifices, c'est toujours aux travailleurs qu'on présente la note : chez Smart, l'augmentation du temps de travail serait de 12% contre une hausse des salaires de seulement 6%. Et tout cela alors que Daimler a empoché 3,8 milliards de bénéfices (+54%) sur 3 mois, d'avril à juin !

Les ouvriers de Smart ont majoritairement voté NON à ce référendum, mais le vote des Etam et cadres, qui sont plus nombreux, a fait pencher le vote dans l'autre sens. La direction a exercé le

chantage classique des patrons : faire travailler plus les salariés en agitant la menace de suppressions d'emplois, dans le seul but de dégager plus de profits. Certains se rappellent peut-être de l'usine Continental dans l'Oise, ou le patron avait imposé le retour aux 39h pour prétendument sauver l'usine... avant qu'elle ne ferme deux ans plus tard !

Tavares, le PDG de PSA qui gagne 7 500 € par jour pour nous dire qu'on est trop payés, a salué ce vote en disant que c'était « une bouffée d'oxygène ». Autrement dit, des ouvriers qui travaillent plus et qui sont moins payés, c'est positif pour lui et ses semblables... pour qu'eux gagnent encore plus !

Pour le moment ce vote chez Smart n'est que consultatif, et il n'est pas dit que les salariés laissent faire. Mais au-delà de ce référendum, il y a une campagne d'attaques contre le Code du Travail. L'objectif du gouvernement et du Medef est de liquider tout ce qui protège un tant soit peu nos droits sur le lieu de travail.

Nous y reviendrons dans de prochains tracts.

Equipe SD : 13 heures par jour à l'usine !

Selon la direction, les horaires pourraient être les suivants : le samedi de 13h06 à 02h06, et le dimanche de 16h20 à 05h20.

Cela signifie des journées de 12 heures de travail, avec une heure de pause (2 x 20 minutes et 2 x 10 minutes), sans compter les temps de transport.

Entre les cadences actuelles qui vont encore être augmentées avec les 52 véhicules/heure, les postes surchargés, le manque d'effectif, beaucoup de salariés se disent qu'il est inimaginable de supporter de tels horaires.

Quant à la rémunération (majorations, maintien des Accac pour les salariés qui en touchent, etc) la direction n'apporte pour le moment aucune réponse.

PSA Sochaux : la direction échoue à mettre en place l'overtime

L'overtime fait partie du NCS (signé par fo-cftc-cgc) mais à l'usine de Sochaux, la direction n'a toujours pas réussi à le mettre en place... après s'y être cassé les dents à deux reprises.

- En juillet 2014, la direction lance un premier test auprès des salariés en imposant 10 minutes de travail supplémentaire pendant la pause casse-croûte. La CGT lance alors un mot d'ordre de grève, mot d'ordre suivi par un nombre important de salariés. La direction doit renoncer à mettre en place ce nouveau dispositif, une première fois.
- Un an après, le 8 septembre dernier, deuxième tentative... et deuxième mot d'ordre de grève déposé par la CGT, qui revendique notamment des embauches en CDI et des créations de postes. Plusieurs dizaines de salariés ont répondu à l'appel de la CGT, désorganisant ainsi largement la production. Pour la deuxième fois, la direction a dû renoncer à mettre en place ce dispositif : au lieu d'obtenir des voitures supplémentaires, elle n'a fait qu'en perdre !

C'est la mobilisation des salariés de Sochaux qui a permis d'obtenir ce recul, mais ils savent qu'ils devront être vigilants car la direction va sans doute revenir à la charge. Jamais 2 sans 3... débrayages ?